

Objektyp: **FrontMatter**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **37 (2000)**

Heft 1437

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

Imperméable, parapluie et baromètre

LE GOUVERNEMENT A donc décidé de consulter les milieux intéressés sur l'adhésion de la Suisse à l'ONU. Quel contraste avec mai 1992! Quatre conseillers fédéraux, majoritaires de justesse au sein du collège, décidaient alors de déposer une demande d'adhésion à l'Union européenne à la surprise de toute la classe politique.

Si la hardiesse d'alors s'est révélée téméraire, les précautions gouvernementales d'aujourd'hui confinent à la manie névrotique. La consultation n'est qu'un coup pour rien. Car il y a belle lurette que tous les avis sont connus, y compris celui du gouvernement.

En 1998, le gouvernement publiait un épais rapport favorable à l'adhésion en réponse à un simple postulat socialiste. La même année il inscrivait l'adhésion à l'ONU dans ses objectifs de législature 1999–2003. Dans sa très grande majorité le Parlement a approuvé les intentions gouvernementales. Les milieux économiques donnent ouvertement leur feu vert. Si le front des «oui» est clair, celui des adversaires ne l'est pas moins. L'Association pour une Suisse indépendante et neutre, l'ASIN, réserve tous ses importants moyens financiers pour combattre l'ONU. L'UDC fait du repli nationaliste son fonds de commerce.

La consultation est d'autant plus inutile qu'il n'y a aucune

marge de manœuvre, aucune voie de compromis entre le «oui» et le «non». Si le Conseil fédéral demande tout de même l'avis des milieux intéressés, c'est, dit-il, pour respecter l'exigence constitutionnelle de consultation sur les traités internationaux importants. Le gouvernement affirme également vouloir ouvrir le dialogue sur les relations entre la Suisse et l'ONU. Dialoguer avec l'ASIN ou avec l'UDC? Adolf Ogi lui-même sait que la tentative est désespérée au sein de son propre parti.

Pour se protéger des averses d'insultes des nationalistes ultra-conservateurs, le gouver-

Dans le dossier de l'adhésion de la Suisse à l'ONU, les précautions gouvernementales confinent à la manie névrotique

nement ne sort qu'avec le parapluie du strict respect des procédures et l'imperméable du dialogue nécessaire. Il pourra même s'offrir le luxe d'un baromètre avec le référendum an-

noncé contre l'armement des soldats suisses en mission de paix à l'étranger.

Plus simplement, la prudence du Conseil fédéral est dictée par la peur face à la progression de l'UDC qui ronge dangereusement l'électorat des autres partis. Par ses multiples précautions, le gouvernement tente de ménager le parti de Christoph Blocher et de sauver une formule qui n'a plus rien de magique. Le temps de la clarté et du courage semble pourtant venu pour laisser sur le bord du chemin la minorité irréconciliable des nostalgiques du réduit national. AT